

Le Café philosophique du Village

Session Automne 2021 – 2^e rencontre

Rencontres du	28 octobre et 4 novembre 2021
Thème	Avons-nous un problème avec l'autorité ?
Textes en appui	Le pouvoir et l'autorité (extraits) par Serge Carfantan in <i>Philosophie du pouvoir</i> , Éditions Philosophie et spiritualité, 2014 Pourquoi le goût du pouvoir rend-il impuissant ? (extraits) par Eric Delassus, site Internet www.iphilo.fr , publié le 18 juillet 2018

Synthèse de la discussion

Une société peut-elle se maintenir sans autorité ?

Nous nous entendons pour dire: NON, parce qu'autrement c'est l'anarchie, le chaos. Quand tous peuvent faire à leur tête, plus personne n'est responsable de rien et tout peut arriver. C'est terriblement insécurisant et anxiogène pour tout le monde. Il se trouve aussi que la nature a horreur du vide. S'il n'y a plus personne à la direction, des groupes plus ou moins légitimes chercheront à s'emparer du pouvoir. En société comme ailleurs (en entreprise, à l'école ou dans la famille), l'autorité fournit à l'ensemble de ses membres une vision vers laquelle tendre et les règles encadrant le chemin pour y parvenir, ensemble. Ensemble, parce qu'en grand groupe, la cohésion est fortement requise pour arriver à quelque chose. Or, ici entre en jeu la clarté du message et du rationnel qui le soutient. L'atteinte des objectifs passe par là, particulièrement face à une situation nouvelle, comme la pandémie actuelle.

Il faut quand même prendre garde à qui nous donnons notre confiance. Il y a une question de fond et de forme dans ce que les autorités nous présentent. Est-ce que nous adhérons ou non à la vision proposée ? Est-elle conforme à nos valeurs ? Disent-ils vrai ? Côté forme, toutes les personnes en autorité n'ont pas les mêmes compétences en communication ou les mêmes machines médiatiques derrière elles. Hitler avait une grosse machine de propagande appuyée par la radio et le cinéma. Obama avait l'Internet comme outil de mobilisation et Trump disposait en plus de chaînes de télévision câblées (Fox News, Newsmax) peu regardantes en ce qui a trait à la véracité des faits. Il faut garder un esprit critique devant cela. Ce n'est pas parce qu'un grand nombre de personnes virent d'un côté, qu'il faut y aller. Le phénomène du troupeau qui idolâtre massivement des Trump, se répand dans le monde. La démocratie s'enraille, submergée d'informations où chacun campe sur ses positions avec acharnement. Pas loin de chez nous, la démocratie est bafouée : on joue avec les limites de comtés, on empêche des gens de voter et on ment allègrement pour gagner.

Évidemment que tout ne peut pas être décidé par consensus. L'efficacité importe. Nos autorités doivent être en mesure de prendre des décisions rapidement, quand il le faut. On peut cependant questionner comment elles exercent le pouvoir et pas seulement une fois aux quatre ans. C'est le propre d'une société démocratique d'être sensible et ouverte aux préoccupations de sa population.

Quels avantages peut-il y avoir à se soumettre à l'autorité ?

Si le verbe « se soumettre » écorche certaines oreilles parce qu'il fait directement référence à la notion de soumission, on s'entend pour dire que se soumettre à l'autorité comporte des avantages. La paix sociale est sûrement le premier des avantages parce qu'on aime bien l'harmonie et l'ordre, où il est tellement plus facile de grandir. Et puis, le conflit est terriblement énergivore et anxiogène. Qui sait comment cela va finir ? Par ailleurs, être un grand nombre en accord avec nos dirigeants, nous procure un sentiment d'appartenance sécurisant et agréable. Il faut bien le dire, confrontés à la nouveauté et aux changements rapides, nous avons

la crainte de nous tromper, alors quand une autorité prend les choses en main, c'est rassurant. Par contre, comme c'est l'autorité qui décide, il est facile de se dégager de la responsabilité de nos actes. On l'a vu avec les camps de la mort, à la fin de la guerre 39-45 : « *Ce n'est pas ma faute, j'obéissais à ma hiérarchie* ».

Comme on ne peut pas être connaissant dans tout, il vaut mieux se fier aux experts, qui font autorité dans leur domaine pour nous aider à trancher dans nos décisions. À ce moment, l'autorité des autres devient pour nous une excellente ressource. C'est aussi le cas, quand on s'adjoit dans un projet quelqu'un qui a du leadership. Il peut insuffler au groupe un dynamisme nouveau, mobilisateur. On aime les leaders parce qu'ils ont de la vision et des qualités humaines et communicationnelles qui font qu'on a envie de les suivre. Finalement, on aime suivre quand les autorités en place nous donnent le sentiment de grandir et se développer en même temps qu'eux-mêmes le font avec nous. Tout ceci n'est pas possible sans un climat de confiance.

À quelles conditions serait-il justifiable de désobéir à l'autorité ?

Les lois et les règles ont leur raison d'être dans le vivre-ensemble. Elles sont là pour organiser, régler des échanges, éviter des désastres ou décourager des abus. C'est du moins ce qu'on peut attendre des lois dans une société démocratique. Donc ici, avant de critiquer, il importe de chercher à comprendre pourquoi elles ont été mises en place et nous y conformer même si elles nous déplaisent.

Il se peut qu'une loi soit rendue désuète. Les règles instaurées jadis au Canada français par l'Église sur le nombre d'enfants à mettre au monde, sans égard pour la santé des femmes, ont cessé d'être respectées. Les sociétés changent et il arrive que les lois tardent à s'ajuster. Par ailleurs, quand des personnes en autorité deviennent déraisonnables et mettent en danger des personnes non consentantes dans le but d'augmenter leur prestige, désobéir devient nécessaire. On a vu des *sauf-qui-peut* dans l'armée en temps de guerre, et encore aujourd'hui on observe la désertion du réseau public par les infirmières chez qui on abuse du temps supplémentaire. Cela a pour conséquence de provoquer chez les personnes touchées des sentiments de colère et de révolte : « *Tu ne me respectes pas, je ne vois pas pourquoi je continuerais à te suivre* ». Il arrive même, dans des cas extrêmes, que désobéir est préférable à la passivité. Pensons à l'industriel allemand qui a sauvé plusieurs enfants juifs de la mort. Il aurait pu ne rien faire, comme un grand nombre de ses compatriotes. Certains États américains encouragent la délation concernant les avortements qu'ils jugent illégaux. Plusieurs avortements risquent d'être pratiqués dans la clandestinité, ce qui est une forme de désobéissance aux règles.

Quant à la désobéissance civile, elle doit être en lien avec des principes supérieurs, tels que la justice, la raison, la liberté ou quand il est question de vie ou de mort. Alors, est-ce que les anti-masques font de la désobéissance civile ? À leurs yeux, il est question de liberté et de liberté d'expression quand ils se font entendre. On dirait qu'il arrive qu'un droit puisse entrer en conflit avec un autre. La protection du plus grand nombre devrait l'emporter, non ? On doit se rappeler que la désobéissance civile est toujours non violente, sinon, c'est autre chose. Pensons à Gandhi et à Martin Luther King.

Ça c'est bon et vrai pour les grands mouvements, mais qu'en est-il dans la vie de tous les jours ? Quand un employé peut-il désobéir à son patron et être à la fois dans son droit ? Il n'est pas toujours facile de définir ce qui est juste et raisonnable. Quand les conditions de travail nuisent à la réalisation de la mission de l'organisation, l'employé consciencieux ne devrait-il pas désobéir ? Ce n'est pas toujours évident. Finalement, chaque pays démocratique a sa charte des droits et libertés. Elle peut nous guider. Parfois, la meilleure chose à faire est d'alerter l'opinion publique, parce que tout le monde ne peut utiliser le pouvoir juridique pour se défendre, trop souvent monopolisé par ceux qui ont de l'argent. La classe moyenne n'a ni argent, ni temps pour s'offrir un bon avocat.

Notre rapport avec l'autorité est-il différent d'autrefois ?

L'autorité religieuse a balisé nos vies pendant longtemps au Québec. L'obéissance aux parents et aux institutions (religieuses et civiles) était la façon de se comporter. L'obéissance était un devoir. C'était écrit dans le petit catéchisme, appris par cœur et répété dans les sermons du dimanche. Certaines d'entre nous ont connu leur période rebelle étant jeunes. C'était une façon d'affirmer leur identité. Il existe aussi une différence face

à la notion d'autorité quand on est dans l'individuel ou le collectif. L'égalité homme/femme dans le couple est chose faite, ici. On se respecte chacun dans nos sphères de compétences et on donne la parole aux enfants. Le rapport à l'autorité a probablement commencé à changer dans la sphère privée pour se transporter dans le collectif.

Aujourd'hui, la population est beaucoup plus instruite qu'elle ne l'était et l'accès à l'information, des plus facile. Il est donc devenu illusoire de réclamer l'obéissance à la population. Les gens veulent comprendre et utiliser leur jugement. Ils se considèrent en droit de poser des questions et d'être consultés.

Dans les organisations de travail, de façon générale, le rapport à l'autorité est différent d'autrefois, mais pas toujours pour le meilleur. C'est souvent moins hiérarchisé et s'il n'est plus question d'avoir à obéir à des ordres, ce n'est pas nécessairement facile. Oui dans certains milieux, il n'est plus admis qu'un employé soit harcelé ou humilié par son patron ou sa patronne. Pensons à Julie Payette, Emmanuelle Latraverse et à la députée Marie Montpetit. Dans d'autres institutions cela peut-être une autre histoire. Ce n'est pas pour rien que des personnes formées en éducation quittent l'enseignement après seulement 4 ans. Il y a quelque chose dans la culture managériale où les résultats chiffrés comptent plus pour certains dirigeants que le bien-être des personnes (étudiants comme enseignants). Cela devient difficile de respecter quelqu'un qui nous bafoue et le savoir-vivre peut foutre le camp.

D'ailleurs le savoir-vivre et le civisme ne sont plus ce qu'ils étaient. Cela se répercute sur le rapport à l'autorité. Beaucoup de jeunes adultes sont les enfants-rois d'hier, dans un monde porté à l'individualisme. Le savoir-vivre s'apprend à la maison et demande beaucoup d'attention de la part de parents souvent débordés.

Faut-il se méfier des gens en autorité ou au contraire leur faire confiance ?

Il faut faire les deux. La prudence est raisonnable avant d'accorder notre confiance à un nouveau patron ou à un nouvel élu. Il y a les beaux parleurs qui sont décevants dans l'action et les personnes qui gagnent à être connues. Comme une personne de pouvoir peut être dangereuse, soyons donc vigilants. On souhaite que la confiance s'établisse de part et d'autre, parce qu'on ne peut pas aller bien loin sans elle. Évidemment qu'une personne en autorité peut se tromper. C'est humain. Elle ne peut pas le faire trop souvent, mais quand ça lui arrive, comme il est bon qu'elle l'admette !

En politique, il faut garder l'œil ouvert, surtout quand la personne laisse l'impression de vouloir s'accrocher au pouvoir. On sait qu'à la longue, le pouvoir peut corrompre. Il y a un glissement qui s'opère, un petit accroc ici à leurs principes, et puis un autre là... Un maximum de deux mandats à la Présidence américaine est une bonne chose.

Dans les médias traditionnels et sociaux, il y a des gens qui ont un grand pouvoir d'influence, les chroniqueurs et les influenceurs. Attention, ils ne sont pas experts dans tous les sujets qu'ils abordent. Il faut rester vigilant. La quête de pouvoir est partout, même dans les petits groupes et la famille n'y échappe pas non plus. Être en mesure d'amener les gens à faire ce que je veux, quand je le veux, n'est pas un mince privilège. Certains sont prêts à tout pour obtenir ou conserver ce pouvoir.

Question principale : Avons-nous un problème avec l'autorité ?

Il est parfois difficile pour certains de se soumettre à l'autorité mais la plupart d'entre nous croyons qu'au Québec nous n'avons pas vraiment de problème quand il s'agit de se rallier au bien commun. Ainsi on a répondu à l'appel de nos dirigeants pour la vaccination; certes, il y a les anti-masques, mais ils sont dans la marge. Chaque peuple a sa personnalité. Les Français sont plus revendicateurs que nous le sommes. Ils adorent débattre. Nous préférons le dialogue. Comme nous sommes plus instruits qu'avant, les dirigeants qui feront appel à notre capacité de réflexion, plutôt qu'à notre obéissance, auront peu de problèmes avec nous et nous avec eux. C'est autour du partage d'informations pertinentes qu'il sera possible de nous solidariser pour le bien de l'ensemble.